



Puits et forages des particuliers

Depuis le 1^{er} janvier 2009, tout particulier utilisant ou souhaitant réaliser un ouvrage de prélèvement d'eau souterraine (puits ou forage) à des fins d'usage domestique doit déclarer cet ouvrage ou son projet en mairie.

● Qu'est ce qu'un forage à usage domestique ?

Selon le décret n°2008-652 du 2 juillet 2008, il s'agit d'un puits ou forage destiné à prélever une eau nécessaire aux besoins usuels d'une famille, c'est-à-dire tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m³ d'eau par an.

● Quelle est la procédure de déclaration ?

Pour déclarer un ouvrage de prélèvement d'eau, puits ou forage à des fins d'usage domestique, il suffit de remplir un formulaire Cerfa 13837-01*. Ce document permet de décrire les caractéristiques essentielles de l'ouvrage de prélèvement (sans entrer dans des précisions trop techniques) et de fournir les informations relatives au réseau de distribution de l'eau prélevée.

• **Les ouvrages existants doivent être déclarés en mairie avec leurs caractéristiques existantes.**

Les nouveaux ouvrages doivent faire l'objet d'une déclaration en deux temps

- 1^{ère} étape : Dépôt à la mairie du formulaire de déclaration de l'intention de réaliser un ouvrage, minimum 1 mois avant le début des travaux.
- 2^{ème} étape : Actualisation de la déclaration initiale sur la base des travaux qui auront été réellement réalisés, dans un délai maximum d'un mois après la fin des travaux. Ce formulaire est accompagné des résultats de l'analyse de la qualité de l'eau lorsque celle-ci est destinée à la consommation humaine au sens de l'article R.1321-1 du code de la santé publique, le tout déposé en mairie.

Cette déclaration en deux temps a été rendue nécessaire, car il est très fréquent que les caractéristiques de l'ouvrage tel qu'il était prévu soient différentes de celles de l'ouvrage réalisé.

* Le formulaire est disponible sur le site internet du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=5769)



Obligations de la commune

● La commune concernée remet un récépissé faisant foi de la déclaration au particulier ayant déposé sa déclaration.

● La commune doit ensuite saisir les informations collectées sur la base de données nationale sur les forages domestiques (accès par Internet : <https://declaration.forages-domestiques.gouv.fr/ForagesDomestiquesWar/>)

Cette base de données poursuit cinq objectifs :

- Mieux connaître les ouvrages, les points de prélèvement et leur pression sur les nappes phréatiques.
- Limiter les risques de contamination du réseau public.
- Faire connaître aux agents des corps de contrôle visés à l'article L 521-12 du code de l'environnement et aux agents de l'État habilités, la liste des ouvrages présents sur le territoire relevant de leur compétence.
- Permettre de renseigner la Banque de données du sous-sol (BSS) avec les ouvrages déclarés (données rendues anonymes).
- Élaborer des études statistiques sur des données rendues anonymes.

Elle permettra également aux services de l'État, lorsqu'ils auront connaissance d'une pollution de nappe susceptible de présenter un risque sanitaire pour la population, de prévenir les utilisateurs de puits privés concernés et de leur communiquer les consignes à respecter (interdiction de consommation, le cas échéant).

Pour aller plus loin : <http://www.foragesdomestiques.developpement-durable.gouv.fr/>

Impacts des puits et forages sur l'eau souterraine :

- *Risque de pollutions des aquifères exploités pour l'eau potable* : ouvrages non sécurisés créant des points d'entrées de nitrates, pesticides ou pollutions accidentelles.
- *Surexploitation des nappes phréatiques*



Les principaux risques sanitaires :

Les principaux risques sanitaires susceptibles d'être engendrés par l'ingestion d'eau sont de deux types :

- Le *risque microbiologique* à court terme : la contamination des eaux par des micro-organismes pathogènes (bactéries, virus, parasites) peut provoquer des cas isolés de gastro-entérites, voire une situation épidémique.
- Le *risque chimique* à moyen ou long terme, lié à la présence de substances indésirables ou toxiques (pesticides, engrais...) : les effets sur la santé de l'ingestion de faibles doses pendant de longues périodes sont connus pour de nombreuses substances chimiques susceptibles d'être présentes dans les eaux.



ATTENTION :

Le code de la santé publique prévoit que si l'eau est destinée à l'alimentation de plus d'une famille, elle doit avoir fait l'objet d'une autorisation préfectorale préalable (article L. 1321-7). Il prévoit en outre que, si cette eau est destinée à l'alimentation de plus de 50 personnes (ou si le débit journalier est supérieur à 10 m³) ou, quel que soit le débit, dans le cadre d'une activité commerciale (exemple : camping, hôtel ...), elle est soumise au contrôle sanitaire de l'ARS (ex DDASS) (article L. 1321-4 III).

